



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE PARIS

Non à la fusion des équipes du 11^{ème} et de Belleville-Amandiers !

Suite au départ de la cheffe de projet politique de la ville du 11^{ème} arrondissement, le sujet de la potentielle fusion des Equipes de Développement Local du 11^{ème} et du 20^{ème} arrondissement, secteur Belleville-Amandiers a été remis à l'ordre du jour subitement par le service politique de la Ville et Mme Tonolli, adjointe à la Maire de Paris en Charge de la politique de la ville. Cette fusion avait pourtant été refusée par l'ensemble des agent-e-s des deux équipes concernées, avec le soutien des élu-e-s de la mairie du 20^{ème} arrondissement. Malgré ces refus et les demandes de dialogues, la DDCT profite de ce départ pour essayer de passer en force, et de faire de nouvelles économies sur le dos de ses agent-e-s.

Nous refusons catégoriquement cette tentative de passage en force : les collègues de l'équipe du 11^{ème} arrondissement ont déjà vécu un changement d'équipe brutal en 2024, qui les a conduits à devoir décider, en 1 mois ½, d'une personne qui quitterait l'équipe pour aller renforcer l'équipe voisine (10^{ème} arrondissement), sur un poste déjà existant dans les effectifs de l'équipe. Ces mouvements de poste ont permis de conserver des postes pour aller renforcer des équipes de développement local... Tout en mettant d'autres équipes en difficulté : la réalité de travail des collègues du 11^{ème} arrondissement n'a pas changé, et les différentes tâches du poste supprimé dans l'équipe sont revenues aux agent-e-s en place dans l'équipe, augmentant considérablement leur charge de travail. Bien que la géographie prioritaire ait légèrement réduite en 2024, le périmètre d'intervention des collègues du 11^{ème} arrondissement est identique : les besoins, les partenaires, les projets sont donc restés les mêmes. Seule la donnée du nombre d'habitants est prise en compte pour justifier la fusion, mais cela ne considère pas le nombre de partenaires, le nombre de projets suivis et l'histoire et les liens créés par l'EDL dans le quartier.

Lorsque les collègues se questionnent sur l'avenir de leur travail, on leur répond qu'ils n'auront qu'à « faire moins », faisant fi de leurs réalités de travail : « faire moins » avec moins d'argent demande de mettre fin à des projets, de condamner des associations à la fermeture, de menacer des emplois. Cela demande un temps et une énergie considérable aux agent-e-s. Aujourd'hui, un nouveau poste est menacé dans l'équipe : on cherche à fusionner le poste de chef de projet avec celui de l'équipe voisine.

Nous voyons plusieurs torts à la vision défendue par l'administration : **la perte, *a minima*, d'un demi-poste de chef de projet dans chaque équipe**, un poste très spécialisé qui gère notamment le lien avec le politique local dans le cadre de la territorialisation, et qui assure le suivi qualitatif des équipes, et participe de leur bien-être au travail. **Une tentative de mutualisation à terme des moyens**, entre ces deux équipes (humains et financiers) qui va dans le sens inverse des demandes des agent-e-s et des besoins des associations : ces deux équipes ont besoin d'être renforcées, et les territoires sur lesquels elles travaillent ont besoin de moyens constants, voire grandissants.

Le service politique de la ville entend d'ordinaire jouer la transparence avec ses agent-e-s, aussi, l'organisation de cette réorganisation en silence, avec peu de place au dialogue avec les agent-e-s concernée-

e-s, et peu de communication à destination des autres collègues du service laisse place à des bruits de couloir, qui fatiguent l'ensemble des agent-e-s.

La DDCT promet donc aux deux équipes et aux mairies d'arrondissement un renforcement des moyens grâce à cette fusion. Dans les faits c'est tout l'inverse. Avec la perte d'un demi-poste de chef de projet pour chaque équipe, et aucun moyen humain ou financier supplémentaire pour les équipes et les partenaires, tout le monde est perdant.

Alors que la Ville de Paris tend vers plus de territorialisation, la DDCT irait à contre-courant avec une fusion inter-arrondissement au détriment du lien étroit au territoire qui fait toute l'importance des Equipes de Développement Local.

Nous demandons :

- La mise en recrutement immédiat du poste de chef-fe de projet politique de la ville dans le 11^{ème} arrondissement.
- L'abandon définitif du projet de fusion des équipes du 11^{ème} arrondissement et de l'équipe 20^{ème} Belleville-Amandiers
- Une attention particulière à la charge de travail et aux risques psychosociaux auxquels sont exposées les équipes du 11^{ème} et 10^{ème} arrondissement qui ont toutes les deux perdu un poste dans les réorganisations de ces deux années.
- Le respect des engagements de la DDCT vis-à-vis de ses agent-e-s : si on annonce concerter les agent-e-s et respecter leur choix, on joue le jeu !
- Le maintien de l'enveloppe politique de la ville dédiée au 11^{ème} arrondissement à son niveau actuel, sans baisse supplémentaire au cours des prochaines années, et sans impact sur les enveloppes des autres territoires.
- Une note écrite de la part du service politique de la ville sur la vision de l'organisation du service à court et moyen terme, pour que cessent les bruits de couloirs !

Le collectif des agent-e-s mobilisé-e-s avec le service politique de la ville et le SUPAP-FSU

SUPAP-FSU DDCT : ddctsupapfsu@gmail.com